



Les Raisons de la colère

Par Pierre Garnier

Président de la Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France

Dimanche 22 avril, près de 18% des votants ont choisi de donner leur voix à Marine Le Pen, lors du premier tour des élections présidentielles. Ce score suscite de nombreuses interrogations, d'autant qu'une fois de plus, il avait échappé aux prévisions des instituts de sondage. Pourquoi tant d'électeurs choisissent-ils de donner leur voix à la candidate du Front National? Vivons-nous dans « un pays raciste », comme l'affirme Gilles Sokoudjou, président des « Indivisibles » sur Rue89? Enfin, si l'on considère que la progression du score du Front national pourrait à terme avoir des conséquences néfastes sur la vie politique de notre pays, comment faire pour l'enrayer?

Nous ne prétendons pas avoir prévu ce score mais nous sommes tentés de le mettre en relation avec le travail que nous avons mené au cours de l'année 2011, consistant à interroger les habitants qui fréquentent les centres sociaux sur les difficultés qu'ils rencontrent au quotidien. Résultat: des milliers de témoignages ont afflué, faisant état de difficultés en matière de logement, d'accès aux soins, d'isolement, de relation avec les élus, de précarité, etc.

Selon nous, cette détresse peut expliquer en partie le vote FN. Plus précisément, nous pensons que ce vote est une manifestation de colère de la part d'une frange de la population qui se sent oubliée, voire méprisée par ceux qui vont mieux. C'est aussi une manifestation de peur face à l'avenir de la part de ceux qui craignent, pour eux ou pour leurs enfants, d'être confrontés à de telles situations.

Regardons la réalité en face: de nombreux jeunes sont aujourd'hui exclus de l'emploi tandis que des milliers de personnes âgées souffrent de solitude; les prix du logement pèsent lourdement sur le budget des classes moyennes et des ménages modestes; les services publics disparaissent ou leur qualité décline dramatiquement faute de moyens, à commencer par l'école; certaines zones rurales ou péri-urbaines sont devenues de véritables déserts médicaux ou en terme de services de proximité, etc.

Attention: il ne s'agit pas de notre part de nier la dimension raciste du vote FN. Il existe malheureusement en France des personnes faisant consciemment le choix du racisme et de la xénophobie. Le vote de dimanche dernier leur a donné l'occasion de faire entendre cette opinion contraire aux valeurs républicaines. Ce fut aussi l'occasion d'exprimer une islamophobie, qui prend des proportions que nous jugeons inquiétantes, d'autant qu'elle légitimée par certains de nos dirigeants. Parmi les témoignages que nous avons recueillis, une part non négligeable faisait d'ailleurs état des discriminations liées à l'origine. C'est le signe qu'au-delà d'une expression par le bulletin de vote, le racisme est présent au quotidien.

Nous pensons cependant que, comme disait Léopold Sédar Senghor, « *un raciste est un homme qui se trompe de colère* » mais cette colère est-elle pour autant illégitime? Résistons à la tentation de faire l'amalgame entre ce socle d'électeurs approuvant ce message d'exclusion et ceux qui ont voulu adresser un message d'inquiétude ou de défiance en direction du monde politique. Ce serait utiliser l'accusation de racisme comme un moyen commode pour invalider des paroles qui font état de difficultés ou de craintes que nous ne voulons pas entendre.

Il nous faut donc changer de regard sur certains des électeurs du FN. Écoutons leurs colères, leurs peurs et dialoguons avec eux pour tenter de les convaincre que le rejet de la différence – couleur de peau, religion, origine géographique - n'est pas la solution à leurs craintes ou à leurs difficultés, ni à celles de notre pays. Sans mépris ni condescendance, sachons expliquer clairement pourquoi nous jugeons le Front National dangereux pour la cohésion sociale. Sachons entendre et comprendre que ce vote est aussi la manifestation d'un désir légitime de protection, de sécurité - physique mais aussi financière, affective, etc. – et de reconnaissance.

Cette reconnaissance, que l'on cherche ainsi à obtenir par le biais d'un vote contestataire, nous pensons qu'elle peut être garantie par d'autres moyens. Elle peut exister, au quotidien, grâce à l'appartenance à un groupe social et au fait de prendre part à des décisions qui nous concernent. Le meilleur antidote au Front National, c'est donc une société qui favorise et respecte l'appartenance à des communautés de voisinage où se développent des solidarités. C'est aussi une démocratie vivante dans laquelle les réponses aux problèmes constatés ne viennent pas d'en haut mais intègrent l'expertise d'usage et la capacité d'action des gens concernés.

Quel que soit le résultat du second tour de l'élection présidentielle, notre société est donc face à un défi: réussir à faire vivre une démocratie de proximité, allant chercher ceux qui n'y participent pas, développant avec volonté une éducation à la citoyenneté, permettant que puissent vivre dans le maximum d'endroits et de circonstance des espaces de dialogue, de coopération et d'entraide pour écouter ces colères et ces craintes, comprendre leurs causes et agir ensemble.

Cela ne se fera pas sans une évolution profonde de la culture des responsables politiques et des institutions publiques, laissant la place à l'initiative citoyenne et à la concertation locale. Cela ne se fera pas non plus sans une mobilisation des corps intermédiaires (associations, syndicats, etc.), parfois décriés dans la campagne qui s'achève.

Nous, centres sociaux fédérés, voulons dire notre détermination à oeuvrer dans ce sens. Nous voulons être toujours plus et toujours mieux des lieux engagés au coeur des questions sociales, où le débat est possible sans esquiver les désaccords et les conflits. Des lieux où s'inventent des dynamiques collectives solidaires, au sein desquelles chacun peut trouver sa place, identifier et apaiser ses peurs, éviter de se « tromper de colère » et inventer une société plus ouverte, plus fraternelle.